

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE ORDINAIRE DU 24 FEVRIER 2022

NOMBRE DE CONSEILLERS :

- en exercice	29
- présents	27
- votant par procuration	2
- absent	0
- total des votants	29

xxx

Compte rendu de la séance affiché le 25 février 2022.

xxx

L'an deux mille vingt-deux, le jeudi vingt-quatre février, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Lillebonne, légalement convoqué le dix-sept février, s'est assemblé en session ordinaire dans la salle de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Mme Christine DÉCHAMPS, Maire.

Conformément aux dispositions dérogatoires mises en œuvre dans le cadre de la lutte contre la COVID 19 et rétablies jusqu'au 31 juillet 2022 par la loi Vigilance sanitaire n°2021-1465 du 10 novembre 2021, la séance s'est déroulée sans que le public ne soit autorisé à y assister. Le caractère public de la réunion a toutefois été assuré puisque les débats étaient accessibles au public, en direct, via le compte Facebook de la commune.

Par ailleurs, à titre dérogatoire, le Conseil Municipal pouvait valablement délibérer avec un tiers (*et non la moitié*) de ses membres en exercice présents et chaque élu pouvait disposer de deux procurations.

Étaient présents :

Mme Christine DÉCHAMPS, Maire,

M. Kamel BELGHACHEM, Mme Emmanuelle PATIN, M. Yves GIMAY, Mme Marie-Hélène LONGO, M. Franck LEMAÎTRE, Mme Fabienne MANDEVILLE, M. Pascal SZALEK, Mme Evelyne BAILLEUL, Adjoints,

Mme Chantal BEAUDOIN, Mme Michelle DAJON, Mme Brigitte POLLET, Mme Nathalie CASTEL, M. Sébastien MORO, M. Junior MOUDJIH A FIONG, M. Tarek HAMMAN, M. Damien AUBÉ, M. Fabrice LEPAREUX, M. Omar BELGHACHEM, M. Philippe LEROUX, Mme Arlette LECACHEUR, M. Patrick WALCZAK, Mme Sylvie DE MILLIANO, M. Patrick CIBOIS, M. Jean-Yves GOGNET, M. Thierry GIMAY, Djémaïa TAKARLI, Conseillers Municipaux.

Excusés :

M. Johan GONZALEZ
Mme Marianne DUHAMEL

qui donne pouvoir à
qui donne pouvoir à

Mme Emmanuelle PATIN
Mme Evelyne BAILLEUL

Absent :
//

formant la majorité des membres en exercice.

M. Fabrice LEPAREUX a été nommé secrétaire par le Conseil Municipal à l'ouverture de la séance.

Délibération n°: D.15/02.22

Objet : Relais Assistants Maternels (RAM)
Avenant à la Convention d'objectifs et de financement
Prestation de Service
Ville de Lillebonne/CAF de Seine-Maritime

Délibération n°: D.15/02.22

Objet : Relais Assistants Maternels (RAM)
Avenant à la Convention d'objectifs et de financement
Prestation de Service
Ville de Lillebonne/CAF de Seine-Maritime

Madame PATIN rappelle que par délibération D.123/12.18 en date du 13 décembre 2018, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à signer une convention d'objectifs et de financement de la Prestation de Service relative au Relais Assistants Maternels (*prochainement renommé : Relais Petite Enfance (RPE)*) avec la Caisse d'Allocations Familiales de Seine-Maritime (CAF), pour une durée de 4 ans, du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2021.

La Convention Territoriale Globale s'est substituée au Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) qui a été dénoncé, par anticipation, à la date du 31 décembre 2020 (n°D.68/09.21 du 30 septembre 2021). Or le CEJ permettait à la Ville de Lillebonne de bénéficier notamment d'un soutien financier de la Caisse d'Allocations Familiales de Seine-Maritime (CAF).

Toutefois, en lieu et place des financements qu'elle accordait dans le cadre du CEJ, la CAF a mis en œuvre, au titre de la CTG, une aide complémentaire « bonus territoire CTG » en vue de soutenir les communes engagées dans un projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles.

La Ville de Lillebonne remplissant les critères, elle peut prétendre à la subvention bonus « territoire CTG » relatif aux relais Assistants Maternels et doit, pour ce faire, signer un avenant à la convention d'objectifs et de financement avec la CAF de Seine-Maritime.

Aussi, au regard de ce qui précède,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L2121-29,

Considérant que pour bénéficier du bonus « territoire CTG » il convient de signer un avenant à la convention de Prestation de Service qui définit les objectifs et les conditions de versement de cette subvention.

Il est proposé au Conseil Municipal :

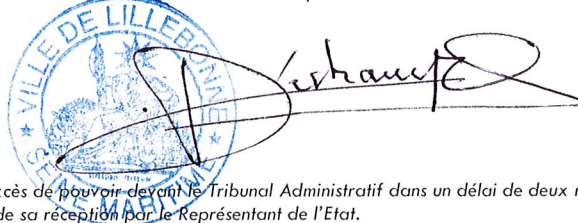
- d'approuver l'avenant à la convention d'objectifs et financière relatif à la subvention Relais Assistants Maternels, à intervenir entre la Ville de Lillebonne et la CAF pour la période s'étendant du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021,
- d'autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer l'avenant à la convention, ainsi que tous les documents afférents.

DÉLIBÉRATION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

Délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

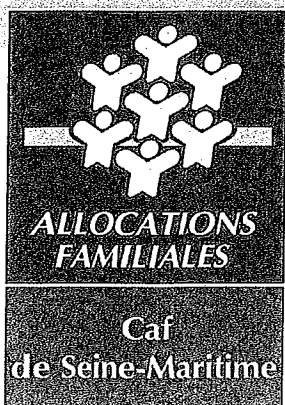
Et ont les membres présents signé au registre après lecture.

Pour extrait certifié conforme,
le Maire de Lillebonne,

The image shows a blue circular official stamp of the Municipality of Lillebonne. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in black ink, which appears to be 'L. Hauw'. The stamp contains the text 'VILLE DE LILLEBONNE' and 'SEINE-MARITIME'.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

Avenant sur convention bipartite



**Avenant Prestation de service
Relais assistants maternels (Ram)**

- Bonus « territoire Ctg »

Année : 2021

Gestionnaire : COMMUNE DE LILLEBONNE

Structure : RAM DE LILLEBONNE

Code pièces – Famille / Type : monter convention /convention

Entre :

La Commune de Lillebonne, représentée par Madame Christine DECHAMPS, Maire, dont le siège est situé Hôtel de Ville – Esplanade François Mitterrand – BP 20071 – 76170 LILLEBONNE.

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

Et :

La Caisse d'allocations familiales de Seine-Maritime, représentée par Monsieur Olivier COUTURE, Directeur, dont le siège est situé 65 avenue Jean Rondeaux – CS 86017 – 76017 ROUEN Cedex.

Ci-après désignée « la Caf ».

Préambule

Comme inscrit dans la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) 2018-2022 signée entre la branche Famille et l'Etat, le financement des Relais assistants maternels (Ram) évolue. Il comporte toujours un financement de base, la Prestation de service Ram, et d'un bonus additionnel lié à la réalisation d'une mission renforcée. Ces éléments sont complétés progressivement par le bonus « territoire Ctg », au fur et à mesure de l'arrivée à échéance des Contrats enfance et jeunesse (Cej). Celui est attribué aux équipements soutenus financièrement par des collectivités locales signataires avec la Caf d'une Convention territoriale globale (Ctg). Il est convenu que la Convention d'objectifs et de financement Relais assistants maternels (Ram) du 08/11/2018 intègre les articles suivants.

Article 1 : L'objet de l'avenant

Les articles suivants intègrent la convention initiale :

1.1 - Les objectifs poursuivis par le bonus territoire Ctg

Le bonus territoire Ctg est une aide complémentaire à la prestation de service « Ram » versée aux structures soutenues financièrement par une collectivité locale engagée auprès de la Caf dans un projet de territoire au service des familles. Cet engagement se matérialise par la signature d'une Convention territoriale globale (Ctg). Issue des financements accordés précédemment au titre du contrat enfance et jeunesse, cette subvention de fonctionnement vise à maintenir un système favorable au développement des Ram pour améliorer leur maillage territorial, renforcer leur rôle d'animation, et permettre une meilleure solvabilisation des Ram existants les moins financés par la branche.

1.2 - L'éligibilité au bonus territoire Ctg

Le bonus territoire Ctg est attribué à un équipement remplissant les conditions suivantes :

- être éligible à la Pso Ram ;
- être soutenu financièrement par la collectivité territoriale détentrice de cette compétence ;
- être situé sur un territoire sur lequel une convention territoriale globale (Ctg) a été signé entre la Caf et la collectivité locale.

Le soutien financier de la collectivité territoriale est matérialisable selon deux modalités :

- Sous forme monétaire (subvention d'équilibre, délégation de service public...) ;
- En nature par une mise à disposition (locaux, personnel, fluide).

1.3 - Les modalités de calcul du bonus territoire Ctg

Offre existante :

Le financement du bonus territoire Ctg est accordé dans la limite de l'offre existante qui s'élève pour l'année de référence de la présente convention à : 0,92 Etp d'animateurs.

Le montant forfaitaire¹ du bonus territoire Ctg par Etp d'animateurs : 14 543,10€

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total de la Psej² de N-2 au titre du Cej (Ram) /Nombre d'Etp du poste d'animateur soutenus par la collectivité et bénéficiant de la Ps Ram et Psej (Ram) sur le territoire de compétence donné.

Le bonus territoire Ctg est plafonné de telle sorte que la somme des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Pso , missions supplémentaires, bonus territoire Ctg et fonds publics et territoires) ne dépasse pas 80% des charges du Ram. En cas de dépassement, l'écêtement se fera sur le montant du bonus territoire Ctg.

Offre nouvelle :

Le montant forfaitaire national pour tout nouveau Etp d'animateur développé au-delà de l'offre existante dans un Ram relève d'un barème national³ publié annuellement par la Cnaf.

Le montant du bonus territoire Ctg s'établit donc ainsi :

Nombre d'etp déclaré par le partenaire plafonné à l'existant	X	Montant forfaitaire / Etp de l'offre existante	+	Nombre de Nouveaux etp	X	Barème nouvel etp ram
--	---	---	---	---------------------------	---	--------------------------

Le bonus territoire Ctg est calculé sur la base d'Etp réel du poste d'animateur.

¹ Un financement minimum est garanti. Pour 2020, il est de 1000€

² Le montant de référence est le montant de Psej versé correspondant à l'exercice 2019

³ Tel que défini par la Cnaf

1.4 - Le versement du bonus territoire Ctg

Le versement d'un acompte en cours d'année sur le bonus est possible, limité à 70 % maximum du droit prévisionnel.

Le calcul et le versement du bonus territoire Ctg s'effectuent au moment du calcul de la prestation de service Ram à partir des mêmes déclarations de données.

Il ne pourra donc être versé qu'une fois les données d'activité connues. Il reste conditionné au maintien du cofinancement de la collectivité locale compétente signataire de la Ctg, vérifié à partir des données du compte de résultat.

Une notification de versement des montants des subventions versées au titre du bonus territoire Ctg sera adressée au gestionnaire et une notification d'information à la collectivité compétente par la Caf permettant la lisibilité et la visibilité de l'intervention des Caf sur le territoire concerné.

Article 2 – Incidences de l'avenant sur la convention

Toutes les clauses de la convention initiale et de son (ses) avenant(s), et leurs annexes, restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant. Ces stipulations prévalent en cas de différence.

Article 3 – Effet et durée de l'avenant

Le présent avenant prend effet à compter du 01/01/2021 et jusqu'au 31/12/2021

Il est établi un original du présent avenant pour chacun des co-signataires.

Fait à ROUEN

Le

La Caf

Le gestionnaire

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES
DE SEINE-MARITIME
65 Avenue Jean Roudaut
CS 86116
76217 ROUEN Cedex 1

Olivier COUTURE

Christine DÉCHAMPS